

Rapport sur l'économie wallonne 2024

Cette édition du Rapport sur l'économie wallonne retrace les évolutions macroéconomiques en Wallonie au cours des dix dernières années, en mettant l'accent sur la période récente, marquée par deux crises majeures, la pandémie de la Covid-19 en 2020 et la forte hausse des prix en 2022. Si les constats posés en Wallonie, économie largement ouverte sur l'extérieur, sont en ligne avec ceux dressés pour la Belgique dans son ensemble ou même la zone euro, la Wallonie demeure confrontée à certains déséquilibres structurels que le rapport s'attache également à montrer.

La croissance annuelle moyenne du PIB au cours de la période 2014-2023 en Wallonie s'établit à +1,5% par an, soit un rythme identique à celui observé dans la zone euro, mais légèrement inférieur à la croissance moyenne de la Belgique (de +1,7%).

L'intensité en emploi de la croissance a augmenté depuis 2014, mais le ralentissement de la productivité est une source d'inquiétude

A long terme, la tendance au ralentissement économique s'observe en Wallonie, comme dans la plupart des économies occidentales. **La croissance de l'emploi a néanmoins davantage résisté au fil du temps (+1,2% de croissance par an, soit environ 15 000 créations nettes d'emplois sur base annuelle), en dépit des crises, sanitaire (en 2020) puis inflationniste (en 2022). Au cours de la dernière décennie, l'intensité en emploi de la croissance économique s'est donc bien renforcée en Wallonie.** Le renforcement de l'intensité en emploi de la croissance économique en Wallonie s'explique en grande partie par la poursuite du processus de « tertiarisation » de l'économie ; la main d'œuvre se réalloue progressivement vers des branches qui affichent un niveau de productivité relativement plus faible, telles que les services aux entreprises, les services publics et de santé, au détriment notamment des branches industrielles historiquement plus productives. **Le relèvement des gains de productivité, y compris dans les services, demeure un défi pour l'économie wallonne – comme pour l'ensemble des économies occidentales** – dans le but d'améliorer les perspectives de croissance économique à long terme.

De 2014 à 2019, la Wallonie a connu une période d'expansion économique, avec des retombées positives tant pour les ménages que pour les entreprises

La première partie de la période étudiée (2014-2019) fut marquée par une expansion économique qui semble avoir été particulièrement bénéfique pour les agents économiques en Wallonie.

Les ménages ont vu leur pouvoir d'achat se renforcer progressivement, favorisé notamment par une inflation faible, des allègements fiscaux en deuxième partie de période et l'évolution positive du marché du travail, notamment la baisse régulière du taux de chômage (**le taux de chômage atteignait 11,6 %¹ en 2014 et était tombé à 6,6 % début 2020**). Dans ce contexte, la croissance de la consommation des ménages s'est accélérée, soutenant, dès 2017, l'activité économique davantage qu'en Belgique et en zone euro.

¹ Au sens du Bureau International du Travail au départ des résultats trimestriels de l'Enquête sur les Forces de Travail.

Profitant d'un environnement international porteur, notamment un renforcement progressif de la demande en zone euro, **les entreprises wallonnes ont vu leurs débouchés s'améliorer de manière continue. Le taux de marge macroéconomique des entreprises s'est également redressé, à la faveur notamment des politiques de modération du coût de la main-d'œuvre.** Bénéficiant aussi de conditions du crédit très favorables dans une perspective historique, **les entreprises ont accru sensiblement leurs efforts d'investissement au cours de la période 2014-2019 ; les dépenses d'investissement ont ainsi connu une croissance globale de +18% en volume sur ces cinq années.**

L'économie wallonne s'est relevée des crises sanitaire et inflationniste

La santé financière des ménages et des entreprises wallonnes, renforcée au terme de la période 2014-2019, aura vraisemblablement aider ceux-ci à traverser les crises, au même titre que les mesures de soutien des pouvoirs publics qui ont en particulier protégé l'emploi. La pandémie n'en a pas moins provoqué un recul inédit du PIB en Wallonie (-5,9% en 2020) comme en Belgique et partout ailleurs dans la zone Euro. L'activité a cependant **nettement rebondi au cours des années 2021 (+4,8%) et 2022 (+3,3%), avant que la détérioration des conditions économiques internationales n'entrave à nouveau la croissance de l'économie régionale. En 2023, le PIB wallon s'accroîtrait néanmoins à un rythme de +1,7 %, soutenu par la demande intérieure.**

La dimension sectorielle s'est révélée particulièrement marquante lors des crises sanitaires et énergétiques récentes, en fonction de l'exposition des branches aux contraintes sanitaires et de leur intensité énergétique. Cette dimension explique notamment en partie pourquoi l'économie wallonne a moins rebondi que l'économie flamande en 2021 ; cette dernière, plus industrielle, profitant davantage de la reprise de ce type d'activité à l'échelle internationale.

Par ailleurs, des différences en termes de contribution des éléments de la demande, reflétant certaines caractéristiques structurelles, sont à la base d'un redressement moins rapide de l'économie wallonne que dans l'ensemble de la Belgique dans la période post-Covid. Après le blocage des dépenses en 2020, la récupération de la consommation des ménages s'est ainsi révélée plus lente en Wallonie, notamment en 2022 lorsque le pouvoir d'achat a particulièrement souffert dans la région.

En 2023, la croissance économique en Wallonie aurait néanmoins dépassé la moyenne belge, avec une contribution plus forte de la consommation des ménages, soutenue alors par la remontée du pouvoir d'achat auquel les dépenses des ménages wallons sont plus sensibles.

Investissements soutenus, malgré la dégradation des conditions conjoncturelles dans l'industrie

En revanche, pour les entreprises, la conjoncture a amorcé une dégradation en deuxième partie de l'année 2022.

Après avoir montré une **grande résistance durant la période marquée par la crise sanitaire (2020-2021), les exportations ont progressivement souffert du ralentissement marqué des activités industrielles à l'échelle internationale amorcé dans le courant de l'année 2022,** à la suite des nouveaux chocs majeurs provoqués par l'invasion russe de l'Ukraine et les niveaux records enregistrés sur les marchés européens du gaz et de l'électricité. En 2023, en dépit de la robustesse de l'économie américaine et de la normalisation sur les marchés énergétiques européens, les échanges internationaux de marchandises se sont repliés tout au long de l'année, restreignant les débouchés extérieurs pour les entreprises wallonnes. Or, ces dernières ont connu **une détérioration de leur compétitivité-coûts,** en raison d'un poids relativement élevé des dépenses énergétiques et de la rapide transmission des prix

de l'énergie aux coûts salariaux. Les exportations wallonnes se seraient dès lors contractées sensiblement en 2023.

Malgré la conjoncture contraire, **les investissements wallons (comme en Belgique) ont fait preuve d'une remarquable solidité**, soutenant la croissance régionale en 2022-2023. Cette évolution tient au taux de marge macroéconomique toujours élevé des entreprises au moment d'entrer dans la crise, ainsi qu'aux efforts d'investissement dans des processus de production plus efficaces sur les plans énergétique et environnemental, suscités par le contexte de crise énergétique et favorisés notamment par l'amorce des **plans publics de relance et de transition, prévoyant aux côtés des investissements publics d'importants transferts en capital pour stimuler l'investissement privé**.

Transition des processus de production et de consommation vers plus de durabilité, augmentation du taux d'emploi et maîtrise des finances publiques, autant de défis exigeants pour l'économie wallonne

Les analyses ont mis en évidence un certain nombre de défis à relever par la Wallonie. D'une part, l'ampleur relativement plus importante des dépenses énergétiques en Wallonie, tant des entreprises que des ménages, fragilise notre économie régionale lorsqu'elle est confrontée à un choc énergétique. **La transition des processus de production et de consommation, vers plus de durabilité, paraît dès lors constituer un défi à la fois plus pressant et exigeant encore pour la Wallonie.**

D'autre part, la crise sanitaire n'a pas laissé le marché du travail indemne. En effet, la crise semble avoir amplifié les difficultés d'appariement. Une amélioration sur ce front pourrait contribuer au relèvement du **taux d'emploi**, objectif central des politiques publiques et facteur d'amélioration du niveau de vie moyen. Ce dernier **a progressé insuffisamment au cours de la dernière décennie, en particulier pour les personnes faiblement scolarisées.**

Enfin, **le relèvement des investissements publics est nécessaire** dans le contexte de transition et de redressement de la productivité, un objectif dans lequel s'inscrit le plan de relance de la Wallonie. Or, les interventions des pouvoirs publics pour soutenir les agents économiques dans le contexte de crises (sanitaire, inondations et énergétique) ont détérioré leurs finances. Cela s'est traduit, notamment pour la **Région wallonne, par la hausse sensible de l'endettement et de la charge d'intérêt, qui limite ses marges de manœuvre.**

Retrouvez le rapport complet sur notre site :

- Télécharger la publication en PDF : <https://www.iweeps.be/publication/rapport-sur-leconomie-wallonne-2024/>

Personnes de contact :

- Evelyne Istace, chargée de communication
081/468 436 e.istace@iweeps.be

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut Interfédéral de Statistique (IIS) et de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN).

Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens, des informations diverses qui vont des indicateurs statistiques aux études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie. Plus d'infos : <https://www.iweeps.be>